



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTE**

**fixant des prescriptions complémentaires  
relatives au décapage et la remise en état des terrains liés à l'exploitation de la carrière  
située aux lieux-dit « Le Petit Secval » et « Le Grand Secval » sur la commune de Dadonville  
exploitée par la société SAS CARRIERE DE DADONVILLE**

**La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie Brocas, préfète de la région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 autorisant la S.A.S. N. CRAMBES à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire implantée à DADONVILLE, aux lieux dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022 autorisant la S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE (groupe Denis KUCHLY ) à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire située aux lieux-dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval » sur la commune de DADONVILLE, et lui imposant la constitution des garanties financières pour les installations visées au 2<sup>o</sup> de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2023 relatives au décapage des terrains de la carrière exploitée par la société S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE située aux lieux-dit « Le Petit Secval » et « Le Grand Secval » sur la commune de Dadonville ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis le 19 décembre 2024 par la directrice de la société CARRIERE DE DADONVILLE sollicitant l'aménagement des dispositions de l'article 2.3.1. et 10.1.4. de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 relatives aux périodes de décapage et de travaux pour la remise en état des terrains ;

**Vu** l'avis favorable du service biodiversité de la DREAL-Centre Val de Loire du 6 janvier 2025 ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 8 janvier 2025 ;

**Vu** la notification du projet d'arrêté complémentaire à la société SAS CARRIERE DE DADONVILLE ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé dans le délai imparti ;

**Considérant** que les dispositions de l'article 2.3.1. de l'arrêté du 15 novembre 2018 imposent que le décapage préalable des zones d'extraction soit réalisé du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre uniquement ;

**Considérant** que les dispositions de l'article 10.1.4. de l'arrêté du 15 novembre 2018 imposent également que les travaux préparatoires (débroussaillage, décapage) ainsi que les travaux de réaménagement (remblaiement final du parc à boues, reprise des terres végétales stockées) soient réalisés au cours des mois de septembre et octobre ;

**Considérant** que ces dispositions sont justifiées pour protéger les nichées d'oiseaux susceptibles d'être présentes au printemps ;

**Considérant** que ces dispositions étaient également préconisées pour éviter de déranger l'herpétofaune durant la période d'hivernation (de novembre à février) ;

**Considérant** les résultats des inventaires faunistiques réalisés sur le site qui indiquent la seule présence du lézard des murailles et la présence très ponctuelle de grenouille verte ;

**Considérant** que ces deux espèces sont très communes et peu présentes sur le site ;

**Considérant** que l'extension de la période autorisant les travaux préparatoires et de remise en état des terrains exploités sera de nature à favoriser l'exploitation des terrains à l'avancement et une remise en état des terrains plus rapide réduisant ainsi l'impact de la carrière sur son environnement ;

**Considérant** que l'extension de la période autorisant les travaux préparatoires et de remise en état des terrains entre septembre et février permettra à l'exploitant de ne plus intervenir sur la période estivale ;

**Considérant** qu'à ce titre l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023 susvisé peut être abrogé :

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société SAS CARRIERE DE DADONVILLE (siège social : 25 rue principale - 57635 HERANGE) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière située aux lieux dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval », sur le territoire de la commune de DADONVILLE (système Lambert II étendu) X= 597 024 m et Y= 2 350 500 m.

#### **ARTICLE 1.2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions techniques définies dans l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 susvisé, autorisant la S.A.S. N. CRAMBES à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire implantée à DADONVILLE, aux lieux dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval » restent applicables à l'exception des articles :

- 2.3.1. relatif au décapage des terrains.
- 10.1.4. relatif aux périodes de travaux

Les dispositions de l'article 2.3.1. et 10.1.4. de l'arrêté du 15 novembre 2018 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023 susvisé est abrogé.

#### **ARTICLE 1.3 : DÉCAPAGE DES TERRAINS**

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage des terrains doit être réalisé du 1<sup>er</sup> septembre au 29 février.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

#### **ARTICLE 1.4 : PÉRIODES DE TRAVAUX**

Les travaux préparatoires (débroussaillage, décapage) ainsi que les travaux de réaménagement (remblaiement final du parc à boues, reprise des terres végétales stockées) sont réalisés au cours des mois de septembre à février.

## CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 2.1 : SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 2.2 : PUBLICITÉ

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 2.3: EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE 13 MARS 2025

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

